



Chômage

Législation en vigueur

ALBANIE

Articles 53, 54 et 55 de la Loi n° 7703 du 11 mai 1993 sur l'assurance sociale en République d'Albanie, modifiée par la Loi n° 104/2014 du 31 juillet 2014, entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

(dernière mise à jour des informations : Albanie 2019)

ARMENIE

- Code du travail.
- Code civil.

- Loi du 11 décembre 2013 sur l'emploi.
- Décret gouvernemental n° 534 du 17 avril 2014.
- Décret gouvernemental n° 1024-L du 27 septembre 2018.

AZERBAIDJAN

Code du travail, loi n° 618-IQ de 1999.
Loi sur l'emploi n° 170-IIQ de 2001.
Loi sur l'assurance chômage de 2017.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH :

- Loi sur la médiation pour l'emploi et la sécurité sociale des chômeurs (JO de la FBH no 55/00), modifiée en 2001, 2005 et 2008 (JO de la FBH nos 41/01, 22/05 et 09/08).

Republika Srpska :

- Loi sur l'intermédiation en matière d'emploi et les droits des chômeurs (JO de la RS nos 30/10, 102/12 et 94/19).
- Loi sur la réadaptation professionnelle, la formation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées (JO de la RS, nos 37/12, 82/15).

District de Brčko :

- Loi relative à l'emploi et aux droits en période de chômage (JO du District de Brčko de BH no 33/04), telle que modifiée (JO nos 19/07 et 25/08).

GEORGIE

Néant.

MONTENEGRO

Loi de 2013 sur la protection sociale et la protection de l'enfance, modifiée en 2014, 2015, 2016 et 2017.
Loi de 2019 sur la médiation en matière de placement et de droits découlant du chômage.

MACEDOINE DU NORD

Loi sur l'emploi et l'assurance chômage (JO n° 37/97), modifiée à plusieurs reprises.
Loi sur les cotisations à l'assurance sociale obligatoire (JO n° 142/2008), modifiée à plusieurs reprises.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Une nouvelle loi sur la promotion de l'emploi et l'assurance chômage est entrée en vigueur en février 2019. Elle prévoit une série de nouvelles mesures destinées à créer de nouvelles opportunités d'emploi. Elle comporte aussi un ensemble de dispositions réglementant les prestations de chômage. Les indemnités de chômage sont calculées sur la base du revenu assuré perçu par la personne concernée au cours des 12 mois précédant l'inscription à l'Agence nationale pour l'emploi. Elles sont payées par le budget de l'assurance sociale.

FEDERATION DE RUSSIE

Constitution de la Fédération de Russie.

Loi fédérale n° 1032-1 du 19 avril 1991 relative à l'emploi en Fédération de Russie.

Loi fédérale n° 1244-1 du 15 mai 1991 relative à la protection sociale des citoyens irradiés à la suite de la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

Textes d'application.

SERBIE

Loi de 2005 sur le travail, modifiée en 2009, 2013, 2014, 2017 et 2018.
Loi de 2009 sur l'emploi et l'assurance chômage, modifiée en 2010, 2015 et 2017.

TURQUIE

- Loi no 4447 du 25 août 1999 sur l'assurance chômage.

UKRAINE

Loi n° 1533-III du 2 mars 2000 sur l'assurance chômage obligatoire.
Loi n° 5067 du 5 juillet 2012 relative à l'emploi ; entrée en vigueur le 1er janvier 2013.
(dernière mise à jour des informations de l'Ukraine 2019)

Principes de base

ALBANIE

Système d'assurance sociale lié au versement de cotisations. Le Service national de l'emploi est responsable du versement des indemnités de chômage, du programme d'action pour l'emploi, de la formation, de la reconversion et de la médiation professionnelle. Les prestations de chômage sont forfaitaires et ne dépendent pas du salaire antérieur. Leur montant est fixé par le Conseil des ministres et garantit au moins le minimum de subsistance.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

La politique publique de régulation de l'emploi vise en premier lieu à assurer un emploi durable à des catégories de bénéficiaires/ personnes définies, en particulier aux personnes qui ne sont pas compétitives sur le marché du travail.

L'Agence nationale pour l'emploi offre aux demandeurs d'emploi :

- des consultations et des informations sur les services proposés ;
- des consultations d'orientation professionnelle ;
- une médiation gratuite pendant le placement ;

- une participation aux programmes et événements pour l'emploi ;
- des formations de recyclage et de qualification.

AZERBAIDJAN

Système d'assurance chômage.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :

- Régime d'assurance sociale financé par les cotisations des employeurs et des salariés qui garantit des prestations liées aux revenus et le paiement des cotisations de retraite et à l'assurance maladie.

GEORGIE

Pas de système d'assurance sociale. Selon négociation et contrat de travail entre l'employeur et le salarié. Dispositions du Code du travail. Lorsqu'il est mis fin au contrat de travail d'un salarié moyennant un préavis écrit d'au moins 30 jours calendaire, le salarié doit percevoir au moins 1 mois de salaire. Dans les cas où le salarié reçoit le préavis de licenciement au moins 3 jours à l'avance, l'employeur est tenu de lui verser au moins 2 mois de salaire.

MONTENEGRO

Régime d'assurance sociale basé sur le principe de l'activité économique.

Financé par les cotisations des employeurs et des salariés.

L'assurance chômage obligatoire ouvre aux chômeurs le droit à des prestations en espèces ainsi qu'aux prestations de l'assurance maladie et de l'assurance invalidité pendant la durée des droits aux prestations de chômage.

Le droit à des prestations en espèces est accordé aux personnes qui ont été assurées sans interruption ou au moins 9 mois avec interruptions sur les 18 derniers mois avant la cessation de leur emploi.

MACEDOINE DU NORD

Régime d'assurance sociale financé par les cotisations des employeurs, qui assure des prestations liées aux revenus.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Prestation relevant de l'assurance sociale, dont le montant se base sur le salaire mensuel brut moyen de l'année précédente. Elle est payée par le budget de l'assurance sociale publique.

FEDERATION DE RUSSIE

Deux types de prestations sont prévus :

- 1) une prestation dépendant des revenus ;
- 2) une prestation dont le montant est forfaitaire.

SERBIE

Régime d'assurance sociale basé sur les cotisations des employeurs, des salariés et des travailleurs indépendants. Les prestations sont fonction des revenus.

TURQUIE

Système de cotisations tripartites basées sur le revenu assurable brut (assiette de cotisation) :

- assurés : 1 %
- employeurs : 2 %
- État : 1 %

Le plafond mensuel de cotisation en 2021 est de 1.073,26 TRY.

Le plafond des revenus mensuels soumis à cotisation en 2021 est de 26.831,40 TRY.

Les prestations dépendent du revenu. Plus le salaire brut assurable est élevé, plus les cotisations sont élevées et plus les indemnités seront importantes.

UKRAINE

L'assurance chômage est obligatoire pour toutes les personnes sous contrat de travail ou travaillant dans le cadre d'autres dispositions prévues par le droit du travail ; elle est volontaire pour les travailleurs indépendants et les entrepreneurs individuels.

Le montant des indemnités de chômage dépend de la durée d'assurance et de la durée d'emploi.

1. Les employeurs sont exonérés de la Contribution sociale unique pour l'emploi pendant un an en cas d'embauche d'une personnes appartenant à l'une des catégories suivantes :jeunes qui n'ont jamais travaillé auparavant, chômeurs de plus de 50 ans, personnes handicapées, parents isolés, parents d'enfants de moins de 6 ans et d'enfants handicapés, orphelins, personnes libérées après avoir purgé leur peine.2. L'exonération de la Contribution sociale unique est de 50% pour les employeurs qui ont créé, l'année précédente, des emplois pour lesquels le salaire est au moins égal à trois fois le salaire minimum. 3. Les petites entreprises qui créent des emplois et embauchent des personnes au chômage depuis un an perçoivent pour chaque emploi créé dans les secteurs prioritaires de l'économie un montant égal à la Contribution sociale unique due pour un mois.La loi de 2002 a simplifié en outre la procédure d'enregistrement des chômeurs et le versement des indemnités et procédé à des transformations ponctuelles et institutionnelles. Elle fait du Service national pour l'emploi une autorité centrale, le dote de nouvelles compétences et de nouveaux outils pour la mise en oeuvre des politiques d'emploi et de migration de main-d'oeuvre.Seuls les employeurs paient les prestations du Service pour l'emploi, pas les demandeurs d'emploi.

(dernière mise à jour 2019)

Champ d'application

ALBANIE

Salariés (sous relations contractuelles de travail) enregistrés comme demandeurs d'emploi actifs.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Demandeurs d'emploi.

AZERBAIDJAN

Tous les résidents de l'Azerbaïdjan dont le contrat de travail prend fin en raison de la liquidation d'une agence de l'Etat ou d'une personne morale ou à la suite d'une réduction d'effectifs.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH :

- Tous les salariés qui ont cotisé à l'assurance chômage.

Republika Srpska et District de Brčko :

- Salariés (possibilité de s'assurer volontairement pour toutes les autres personnes).

GEORGIE

Néant.

MONTENEGRO

Salariés et travailleurs indépendants.

MACEDOINE DU NORD

Salariés (toutes les personnes qui ont conclu un contrat de travail).

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Salariés.

FEDERATION DE RUSSIE

Les citoyens de la Fédération de Russie, les ressortissants de pays étrangers et les apatrides, dûment reconnus comme chômeurs.

SERBIE

Salariés.
Travailleurs indépendants.
Travailleurs temporaires.

TURQUIE

Tous les salariés qui cotisent à l'assurance chômage.

UKRAINE

Personnes sous contrat de travail, y compris à temps partiel, et personnes effectuant leur service national civil (non militaire).

(dernière mise à jour 2019)

Chômage total

Conditions - Conditions principales

ALBANIE

- Compter au moins 12 mois d'assurance.
- Etre en chômage involontaire.
- Etre inscrit en tant que chômeur à l'Agence pour l'emploi.
- Etre disposé à suivre des formations et stages de reconversion.
- N'avoir droit à aucune autre prestation d'assurance sociale, à l'exception de la pension d'invalidité partielle.

- Avoir cotisé à l'assurance sociale au moins 12 mois pour chaque période de chômage.
- Etre inscrit comme demandeur d'emploi auprès du bureau local pour l'emploi.
- Avoir déposé une demande écrite d'indemnisation dans un délai de 60 jours à compter de l'ouverture des droits.
- Se présenter une fois par mois au bureau pour l'emploi ou sur convocation de ce dernier.
- Toute personne qui ne se présente pas, sans fournir de motif valable, perd son droit à indemnisation.
- Obligation d'accepter une offre proposée par le bureau pour l'emploi lorsque l'emploi proposé est rémunéré et correspond au profil du demandeur.
- Obligation de suivre une formation ou une reconversion proposée par le bureau pour l'emploi.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

- Être valide.
- Être au chômage et à la recherche d'un emploi.
- Avoir entre 16 ans et l'âge de la retraite.
- Etre inscrit auprès de l'agence nationale pour l'emploi et officiellement reconnu comme chômeur.
- Etre disposé à accepter un emploi adapté.

AZERBAIDJAN

Etre en âge de travailler.
Etre inscrit auprès des services pour l'emploi.

Etre à la recherche active d'un emploi.
Etre disposé à travailler.
Avoir entre 15 ans et l'âge de la retraite.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH :

En vertu de l'article 3 de la Loi sur la médiation pour l'emploi et la sécurité sociale des chômeurs, sont considérées comme chômeurs les personnes sans emploi qui sont aptes au travail et :

- ne sont pas propriétaires d'une société enregistrée ou d'une autre personne morale, c'est-à-dire qui ne perçoivent pas de dividendes à raison de parts détenues dans le capital d'une société ou d'une autre personne morale ;
- ne sont pas propriétaires d'un commerce enregistré ;
- n'exercent pas une activité agricole ;
- ne sont pas bénéficiaires d'une pension au titre de l'assurance pension et invalidité ;
- ne sont pas étudiants à plein temps ;
- ne perçoivent pas de revenus, quelle qu'en soit la source ;
- recherchent activement un emploi.

Republika Srpska :

- être sans emploi en raison de la pénurie d'emplois ou d'un manque de qualifications.
- être âgé de 15 à 65 ans ;
- être apte au travail, même partiellement ;
- être en recherche active d'emploi et disponible pour travailler ;
- être enregistré auprès du Service pour l'emploi, qui établira un plan individuel d'emploi ;
- être disposé à accepter tout emploi correspondant aux qualifications ;
- propriétaires d'une activité commerciale ou d'une activité agricole régie par la réglementation agricole ;
- ne pas être étudiant à plein ou pensionné ;
- personnes dont les droits ont été temporairement suspendus ;
- propriétaires ou copropriétaires de plus de 50 % des parts d'une structure à but lucratif dotée de la personnalité morale.

District de Brčko :

- Être sans emploi en raison de la pénurie d'emplois ou d'un manque de qualifications.
 - Rechercher activement un emploi.
 - Être inscrit auprès des services de l'emploi.
 - N'exercer aucune activité économique indépendante.
- Ne pas être étudiant à plein temps ou retraité.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Être sans emploi, âgé de 15 à 67 ans, de nationalité monténégrine, inscrit auprès de l'Agence pour l'emploi, être apte ou partiellement apte au travail, ne pas avoir d'emploi, être à la recherche active d'un emploi et être disponible immédiatement pour travailler. Sont également couverts par les dispositions relatives à l'assurance chômage les ressortissants étrangers titulaires, en vertu d'une loi spéciale, d'un permis de résidence permanente, d'un permis de résidence temporaire pour apatride, d'un permis de résidence temporaire d'une durée maximum de trois ans, conformément à l'article 220 de la Loi relative aux ressortissants étrangers (Journal officiel du Monténégro, no 12/18 et 3/19), d'un permis de résidence temporaire aux fins du regroupement familial avec une personne de nationalité monténégrine ou de nationalité étrangère titulaire d'un permis de résidence permanente, d'un permis de résidence temporaire pour raisons humanitaires, du statut de réfugié ou d'une protection supplémentaire approuvée, de l'asile ou d'une protection subsidiaire, ainsi que les personnes demandeuses d'une protection internationale à l'expiration d'une période de neuf mois à compter de la date de dépôt de leur demande de protection internationale.

MACEDOINE DU NORD

- Être sans emploi pour une raison indépendante de sa volonté.
- Ne pas travailler.
- Ne pas être scolarisé ou poursuivre d'études à plein temps.
- Être inscrit à l'Agence pour l'emploi.
- Être valide.
- Être disponible pour travailler.
- Ne pas avoir droit à une pension.
- Rechercher activement un emploi et être disposé à accepter tout emploi correspondant ou satisfaisant proposé par l'Agence pour

l'emploi,

- Ne pas avoir refusé une offre d'emploi ou une formation.
- Ne pas être propriétaire ou administrateur d'une société immatriculée ou d'une autre personne morale.
- Ne pas exercer d'activité artisanale ou toute autre activité professionnelle.
- Ne pas exercer l'agriculture.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Est considérée comme chômeur toute personne à la recherche d'un emploi qui remplit l'ensemble des conditions suivantes :

- a) avoir au moins 16 ans et ne pas dépasser l'âge ouvrant droit à une pension de vieillesse ou une autre catégorie de pension en vertu de la législation en vigueur, à l'exception des pensions de survivant et d'invalidité (les personnes handicapées doivent disposer d'une recommandation pour occuper un emploi) ;
- b) être apte au travail ;
- c) être sans emploi ;
- d) ne pas poursuivre d'études à plein temps ;
- e) être disponible immédiatement et être activement à la recherche d'un emploi, à la fois individuellement et par l'intermédiaire des agences territoriales ;
- f) être inscrit comme demandeur d'emploi à l'Agence nationale pour l'emploi.

FEDERATION DE RUSSIE

La législation de la Fédération de Russie ne fait pas de distinction entre chômage total et chômage partiel.

Sont considérés comme chômeurs les citoyens en mesure de travailler qui n'ont ni emploi, ni revenus, sont inscrits dans les agences pour l'emploi afin de trouver un emploi adapté, recherchent effectivement un emploi et sont disponibles pour travailler. Ne sont pas considérés comme des revenus du travail les indemnités de licenciement et la poursuite du versement du salaire moyen aux personnes licenciées en raison de la liquidation de l'entreprise, de la cessation d'activités de l'entrepreneur individuel ou d'une réduction d'effectifs décidée par leur employeur.

SERBIE

- Etre âgé de 15 à 65 ans.
- Justifier d'une durée d'assurance minimale.
- Etre apte au travail.
- Etre inscrit auprès du bureau pour l'emploi.
- Etre à la recherche active d'un emploi.

TURQUIE

Conditions d'obtention des prestations de chômage

- être sans emploi pour des raisons indépendantes de sa volonté et sans avoir commis de faute,
- avoir été sous contrat de travail pendant au moins les 120 jours précédant la fin du contrat,
- avoir acquitté les cotisations à l'assurance chômage pendant au moins 600 jours au cours des trois années précédant la fin du contrat de travail,
- s'inscrire en personne ou par voie électronique au bureau le plus proche de l'Agence turque pour l'emploi (İŞKUR) dans les 30 jours suivant la fin du contrat de travail.

UKRAINE

Etre inscrit comme demandeur d'emploi auprès du Service national pour l'emploi

(dernière mise à jour 2019)

Conditions - Durée minimale d'affiliation

ALBANIE

Au moins 12 mois pour chaque période d'indemnisation.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Pas de durée minimale d'affiliation.

AZERBAIDJAN

Il faut avoir travaillé et avoir été assuré 12 mois au cours des 24 mois précédant le chômage et avoir cotisé au moins 3 ans à l'assurance sociale. L'assuré doit avoir entre 15 ans et l'âge normal de la retraite, être inscrit auprès des services publics de l'emploi, rechercher activement un emploi et être prêt à travailler.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH :

Avoir cotisé sans interruption pendant au moins 8 mois ou 8 mois avec interruptions au cours des 18 mois précédant le chômage.

Republika Srpska et District de Brčko :

Avoir cotisé à l'assurance chômage sans interruption pendant au moins 8 mois au cours des 12 derniers mois ou 12 mois avec des interruptions au cours des 18 derniers mois précédant le chômage.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Ont droit à des prestations en espèces :

1. les personnes dont le contrat de travail a été résilié sans leur accord et sans faute de leur part et qui, à la date de leur licenciement, étaient couvertes par l'assurance depuis au moins 9 mois sans interruption ou avec des interruptions sur les 18 derniers mois ;
2. les salariés à temps partiel qui satisfont aux conditions mentionnées au point 1 ci-dessus en équivalent temps plein ;
3. les travailleurs indépendants et praticiens de professions libérales assurés en vertu d'une loi spéciale, qui ont cessé leur activité exercée à titre principal sans faute de leur part et qui comptabilisent au moment de leur cessation d'activité une durée d'assurance d'au moins 9 mois sans interruption ou avec des interruptions sur les 18 derniers mois.

MACEDOINE DU NORD

Avoir travaillé/été assuré au moins 9 mois consécutifs ou 12 mois avec des interruptions au cours des 18 derniers mois.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Les demandeurs doivent avoir occupé un emploi salarié pendant au moins 12 mois au cours des 24 mois précédant leur inscription à l'agence pour l'emploi.

FEDERATION DE RUSSIE

Assistance sociale dépendant des revenus :

26 semaines de travail à temps plein au cours des 12 derniers mois (ou l'équivalent de 26 semaines en cas de travail à temps partiel).

Assistance sociale forfaitaire :

Pas de durée minimale pour l'ouverture des droits.

SERBIE

12 mois d'assurance ininterrompue (y compris en tant que travailleur indépendant) ou au moins 12 mois d'assurance avec des interruptions au cours des 18 derniers mois.

TURQUIE

- Avoir acquitté les cotisations à l'assurance chômage pendant au moins 600 jours au cours des trois années précédant la fin du contrat de travail,
- Avoir été sous contrat de travail pendant au moins les 120 jours précédant la fin du contrat,

UKRAINE

Au moins 26 semaines à temps plein ou partiel (pendant lesquelles des cotisations doivent avoir été payées) au cours des 12 mois précédant le chômage.

(dernière mise à jour 2019)

Conditions - Conditions de ressources

ALBANIE

Néant

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Néant.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :
- Néant.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Néant.

MACEDOINE DU NORD

Néant.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le montant mensuel de l'allocation de chômage ne peut pas dépasser le salaire mensuel moyen de l'année précédente.

FEDERATION DE RUSSIE

Néant

SERBIE

Néant.

TURQUIE

Néant.

UKRAINE

Conditions - Délai de carence

ALBANIE

Néant

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

5 jours calendaires à compter de la présentation de tous les documents nécessaires.

AZERBAIDJAN

Pas plus de 11 jours.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH et Republika Srpska :
30 jours suivant l'enregistrement de la demande.

District de Brčko :
15 jours suivant l'enregistrement de la demande.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Les prestations sont versées à compter du premier jour de chômage à la condition que l'intéressé s'inscrive à l'Agence pour l'emploi et fasse une demande d'indemnisation dans les 30 jours suivant la cessation de l'emploi.

MACEDOINE DU NORD

Les prestations sont versées à compter du premier jour de chômage à la condition que l'intéressé s'inscrive à l'Agence pour l'emploi et fasse une demande d'indemnisation dans les 30 jours suivant la cessation de l'emploi.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Les indemnités sont versées à compter du 8e jour suivant l'inscription à l'agence pour l'emploi, sauf pour les personnes qui ont arrêté de travailler en raison d'une liquidation ou d'une réduction d'effectifs, auquel cas le versement commence au plus tôt 3 mois après la date de la démission.

FEDERATION DE RUSSIE

La décision d'accorder le statut de chômeur à une personne enregistrée dans le but de trouver un emploi adapté est prise par les services pour l'emploi en fonction du lieu de résidence de l'intéressé dans un délai de 11 jours suivant la présentation aux services pour l'emploi d'un passeport, d'un récapitulatif des emplois occupés ou de certificats équivalents, de documents attestant des qualifications professionnelles, d'une déclaration du salaire moyen perçu au cours des trois derniers mois dans le dernier emploi occupé ou, pour les personnes à la recherche d'un premier emploi (sans récapitulatif d'emploi) et qui n'ont pas de qualifications professionnelles, d'un passeport et d'un document attestant du niveau d'instruction.

SERBIE

Néant.

TURQUIE

Un mois.

UKRAINE

Les indemnités de chômage sont versées à compter du huitième jour suivant l'inscription de l'assuré auprès du Service national pour l'emploi, conformément à la procédure établie.

Pour les personnes qui ont démissionné de leur dernier emploi de leur plein gré et sans raison valable, les indemnités de chômage sont versées à compter du 91^e jour calendaire.

(dernière mise à jour 2019)

Prestations - Facteurs déterminant le montant des prestations

ALBANIE

Prestation à taux fixe, indépendante du salaire précédent, dont le montant est fixé par le Conseil des ministres.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Revenus antérieurs.
Avoir des enfants de moins de 18 ans à charge.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :

- Être en chômage involontaire.
- Durée de versement de cotisations.
- 40% du salaire mensuel moyen cours des trois derniers mois (Fédération de BH).
- Salaire mensuel moyen du mois précédent (Republika Srpska).
- Inscription auprès des services de l'emploi.
- Les cotisations dues par l'employeur pour l'ensemble de ses salariés ont été acquittées (District de Brčko).

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Les prestations en espèces se montent à 120 % de la valeur calculée du coefficient fixé par la Loi relative aux traitements des agents du secteur public.

MACEDOINE DU NORD

Revenus antérieurs.
Durée d'affiliation.
Durée des emplois précédents.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le montant de la prestation de chômage dépend des circonstances dans lesquelles l'intéressé cesse de travailler, de son ancienneté et du salaire assuré mensuel moyen.

FEDERATION DE RUSSIE

Assistance sociale dépendant des revenus :
- Revenus antérieurs.
- Durée du travail effectué et du chômage.

Assistance sociale forfaitaire :
- Prestations forfaitaires.

SERBIE

- Revenus antérieurs ou assiette cotisable
- Salaire moyen en Serbie
Montant forfaitaire de l'indemnité journalière de base
Nombre de jours du mois au titre duquel l'indemnité est versée.

TURQUIE

Salaire perçu avant le licenciement.

UKRAINE

- Ancienneté.
- Durée d'assurance.
- Salaire moyen.
- Durée du chômage.

(dernière mise à jour 2019)

Prestations - salaire de référence et plafond de salaire

ALBANIE

Non applicable ; allocation forfaitaire indépendante des revenus antérieurs.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Revenu mensuel moyen (RMM) sur les 12 mois précédant l'arrêt de l'activité professionnelle.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH :
- Prestations forfaitaires indépendantes des revenus de l'intéressé.

Republika Srpska et District de Brčko :
- Salaire net moyen de l'assuré au cours des trois derniers mois (pas de plafond).

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

La valeur calculée du coefficient, en montant brut, est déterminée par le Gouvernement au plus tard en décembre de l'année en cours pour l'année suivante.

MACEDOINE DU NORD

Salaire mensuel net moyen des 24 derniers mois travaillés.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

La prestation est basée sur le salaire assuré mensuel moyen.

FEDERATION DE RUSSIE

Dans tous les cas, les prestations sont soumises au montant minimum et maximum des indemnités de chômage.

Le montant minimum et maximum des indemnités de chômage est fixé chaque année par le gouvernement de la Fédération de Russie.

En 2020, le maximum des indemnités de chômage était de 12,130 RUB; le minimum était de 1,500 RUB

SERBIE

Total des salaires bruts perçus au cours des 12 mois précédant le mois de cessation du travail .

TURQUIE

Le montant journalier de l'indemnité de chômage est calculé sur la base des salaires des 4 derniers mois.

UKRAINE

Tous les revenus cotisables sont pris en compte dans le salaire (revenu) moyen utilisé pour calculer les indemnités de chômage.

(dernière mise à jour 2019)

Prestations - Taux des prestations

ALBANIE

Indemnité forfaitaire mensuelle de 11.000 ALL (84 EUR).

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Une indemnité d'assurance minimum est versée aux personnes qui ont cotisé moins de 12 mois à l'assurance sociale au cours des 24 mois précédant le chômage si elles totalisent au moins 3 ans de cotisation à l'assurance sociale.

L'indemnité est de 50% du salaire mensuel moyen assuré pour les personnes qui totalisent entre 3 et 5 ans de cotisations à l'assurance sociale.

L'indemnité est de 55% du salaire mensuel moyen assuré pour les personnes qui totalisent entre 5 et 10 ans de cotisations à l'assurance sociale.

L'indemnité est de 60% du salaire mensuel moyen assuré pour les personnes qui totalisent plus de 10 ans de cotisations à l'assurance sociale.

L'indemnité minimum est égale au salaire mensuel minimum.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH :

Les indemnités de chômage/prestations en espèces ne sont pas liées aux revenus et se montent actuellement à 40 % du salaire net moyen payé en Fédération de BH au cours des trois mois précédant la survenue du chômage tel que publié par l'Office fédéral de la statistique.

Republika Srpska :

Le montant des prestations, qui correspond à un pourcentage du revenu moyen de l'intéressé, dépend de la durée de cotisation :

- moins de 15 ans : 45 % du salaire moyen perçu par l'intéressé au cours des trois derniers mois travaillés ;
- plus de 15 ans : 50 % du salaire moyen perçu par l'intéressé au cours des trois derniers mois travaillés.

Les prestations en espèces ne peuvent être inférieures à 80 % du salaire minimum dans la RS et ne peuvent pas être supérieures au salaire moyen après impôt de l'année précédente.

Modification découlant des derniers changements apportés à la Loi sur l'intermédiation en matière d'emploi et les droits des chômeurs (JO de la RS no 94/19).

District de Brčko :

Le montant des prestations, qui correspond à un pourcentage du revenu moyen de l'intéressé, dépend de la durée de cotisation :

- moins de 10 ans : 35 %
- plus de 10 ans : 40 %

Le montant des prestations en espèces ne peut pas être inférieur à 20 % du salaire moyen dans le district de Brčko ni être supérieur à celui-ci.

GEORGIE

Néant.

MONTENEGRO

120 % de la valeur calculée du coefficient fixé par la Loi relative aux traitements des agents du secteur public. .

Les prestations sont versées sur une base mensuelle.

MACEDOINE DU NORD

Pourcentage du salaire de référence :

50 % du salaire de référence lorsque les droits à indemnisation sont limités à 12 mois ; pour les personnes qui ont droit à une indemnisation d'une durée supérieure à 12 mois, l'indemnité est de 50 % du salaire de référence pendant la première année, puis de 40 % du salaire de référence pendant la période restante.

Le montant des indemnités ne peut être supérieur à 80 % du salaire mensuel net moyen constaté au niveau national le mois précédent (28.294 MKD, soit 458 EUR).

En principe, cette prestation est versée mensuellement.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le montant de la prestation de chômage dépend des circonstances dans lesquelles l'intéressé cesse de travailler :

- En raison d'une décision de l'employeur : 50% du salaire assuré mensuel moyen de l'intéressé au cours des 12 mois précédant l'inscription au chômage .
- A sa propre décision : 40% du salaire assuré mensuel moyen de l'intéressé au cours des 12 mois précédant l'inscription au chômage.

Le montant mensuel de l'allocation de chômage ne peut pas dépasser le salaire mensuel moyen de l'année précédente.

FEDERATION DE RUSSIE

Veuillez consulter les données 2021 en anglais pour cette catégorie.

SERBIE

Indemnité mensuelle = IJ x NJC

Indemnité journalière (IJ) = CP x BIJ

CP = Sa/Sm

où :

CP : Coefficient personnel

Sa : Total des salaires bruts perçus par l'assuré au cours des 12 mois précédant le mois de cessation du travail.

Sm : Salaire annuel brut moyen en Serbie selon la dernière publication officielle.

BIJ : Base de l'indemnité journalière : montant forfaitaire de 1.039 RSD brut (c'est-à-dire cotisations de retraite et à l'assurance maladie comprises) en janvier 2021.

NJC : nombre de jours calendaires que compte le mois au titre duquel l'indemnité est calculée et versée.

Les montants minimum et maximum de l'indemnité mensuelle (brute) sont fixés en valeur absolue. Le minimum est de 23.272 RSD et le maximum de 53.949 RSD (janvier 2021).

En montants nets, le minimum est de 14.940 RSD (24 % du salaire moyen en Serbie en janvier 2021) et le maximum de 34.635 RSD (54 % du salaire moyen).

TURQUIE

Le montant journalier de l'indemnité de chômage est de 40 % de la moyenne des salaires bruts des 4 derniers mois. Ce montant est plafonné à 80 % du montant du salaire mensuel minimum brut fixé pour les salariés.

UKRAINE

Le montant des indemnités de chômage est un pourcentage du salaire (revenu) moyen fixé selon les modalités définies pour établir le salaire moyen aux fins du calcul des prestations des assurances sociales universelles et en fonction de la durée d'assurance :

- moins de 2 ans : 50%,
- de 2 à 6 ans : 55%,
- de 6 à 10 ans : 60%,
- plus de 10 ans : 70%.

Les indemnités effectivement versées constituent un pourcentage de ce montant, qui varie en fonction de la durée du chômage :

- pendant les 90 premiers jours calendaires : 100%,
- pendant les 90 jours calendaires suivants : 80%,
- au-delà : 70%.

Indemnité maximale :

Salaire moyen de la branche concernée (celle dans laquelle le chômeur travaillait) à l'échelle nationale au cours du mois précédent.

Indemnité minimale : minimum de subsistance fixé par la loi.

(dernière mise à jour 2019)

Prestations - Suppléments familiaux

ALBANIE

Les bénéficiaires ayant des enfants de moins de 15 ans à charge, ou de moins de 25 ans s'ils poursuivent des études, bénéficient d'un supplément familial correspondant à 5% de la prestation normale pour chaque enfant à charge, dans la limite de 30%. Lorsque l'un des parents a un emploi ou perçoit une pension à taux plein, cette prestation supplémentaire est réduite de 50%.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Majoration de 10% pour chaque personne de moins de 18 ans à charge, limitée à 50% de l'indemnité.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :

Néant.

GEORGIE

Néant.

MONTENEGRO

Voir Tableau IX « Prestations familiales ».

MACEDOINE DU NORD

Néant.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Sans objet.

FEDERATION DE RUSSIE

Néant.

SERBIE

Pas de suppléments familiaux.

TURQUIE

Néant.

UKRAINE

Néant.

(dernière mise à jour 2019)

Prestations - Autres suppléments

ALBANIE

Aides pour l'alimentation, l'électricité, les personnes à charge (financées par le budget de l'Etat).

Les personnes qui remplissent les conditions d'obtention de l'indemnité de chômage perçoivent en outre une prestation compensatoire pour la hausse des prix de l'alimentation, du pain et de l'électricité, fixée par décision du Conseil de ministres.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Néant.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :

Néant.

GEORGIE

Néant.

MONTENEGRO

Les chômeurs enrôlés par l'Agence pour l'emploi dans des formations ou d'autres mesures visant à améliorer l'emploi ou à lutter contre le chômage ont droit à une prestation en espèces pouvant aller jusqu'à 15 % du salaire mensuel brut moyen perçu l'année précédente dans le pays, selon les données de l'autorité administrative chargée des statistiques.

Les personnes contraintes de se rendre pour cela hors de leur lieu de résidence permanente ou temporaire ont droit à une indemnité de transport pendant la période concernée.

Le montant de cette indemnité est déterminé en fonction du coût des transports en commun routiers et ferroviaires publics.

Les participants conservent leur droit aux prestations en espèces pendant la durée de ces formations ou programmes.

MACEDOINE DU NORD

Néant.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Néant.

FEDERATION DE RUSSIE

Dans le Grand Nord et les régions assimilées, ainsi que dans les districts et localités où un coefficient salarial régional supplémentaire est appliqué, l'indemnité de chômage minimum est majorée en fonction de ce coefficient régional.

Les personnes victimes de radiations accidentelles et reconnues sans emploi en vertu de la procédure applicable perçoivent une prestation supplémentaire en plus des indemnités de chômage, conformément aux lois de la Fédération de Russie sur la protection sociale des personnes irradiées lors de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, de l'accident de 1957 au complexe de Maïak et du déversement de déchets radioactifs dans la rivière Tetcha.

SERBIE

Pas de suppléments familiaux.

TURQUIE

Néant.

UKRAINE

Néant.

(dernière mise à jour 2019)

Prestations - Durée des prestations

ALBANIE

Prestations versées pendant 12 mois aux personnes qui ont cotisé à l'assurance sociale pendant 12 mois et n'ont jamais perçu d'indemnités de chômage auparavant.

Prestations versées pendant 10 mois pour les personnes qui ont déjà été indemnisées pendant 12 mois, une seconde période d'indemnisation étant possible dans les 24 mois suivants à la condition que la demande soit déposée après expiration de la première période d'indemnisation.

Prestations versées pendant 8 mois pour les personnes qui ont déjà été indemnisées pendant une première période de 12 mois et une seconde période de 10 mois, cette troisième période d'indemnisation étant possible dans les 24 mois suivants à la condition que la demande soit déposée après expiration de la deuxième période d'indemnisation.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Pour une première demande, les indemnités de chômage sont versées pendant six mois. Pour les demandes suivantes, la durée de versement est de trois mois.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH :

La durée dépend de la durée de cotisation :

- 3 mois pour une durée de cotisation de 8 mois à 5 ans ;
- 6 mois pour une durée de cotisation de 5 à 10 ans ;
- 9 mois pour une durée de cotisation de 10 à 15 ans ;
- 12 mois pour une durée de cotisation de 15 à 25 ans ;
- 15 mois pour une durée de cotisation de 25 à 30 ans ;
- 18 mois pour une durée de cotisation de 30 à 35 ans ;
- 24 mois pour une durée de cotisation de plus de 35 ans.

Cette prestation est versée mensuellement. À la demande de la personne sans emploi, la totalité du montant peut être versée en une seule fois si elle souhaite créer sa propre entreprise ou s'associer avec une autre personne.

Republika Srpska :

- 1 mois pour une durée de cotisation inférieure à 1 an ;
- 2 mois pour une durée de cotisation de 1 à 2 ans ;
- 3 mois pour une durée de cotisation de 2 à 5 ans ;
- 6 mois pour une durée de cotisation de 5 à 10 ans ;
- 9 mois pour une durée de cotisation de 10 à 20 ans ;
- 12 mois pour une durée de cotisation de 20 à 30 ans ;
- 18 mois pour une durée de cotisation de 30 à 35 ans ;
- 24 mois pour une durée de cotisation supérieure à 35 ans.

Modification découlant des derniers changements apportés à la Loi sur l'intermédiation en matière d'emploi et les droits des chômeurs (JO de la RS no 94/19).

District de Brčko :

- 3 mois pour une durée de cotisation inférieure ou égale à 5 ans ;
- 6 mois pour une durée de cotisation de 5 à 15 ans ;
- 9 mois pour une durée de cotisation de 15 à 25 ans ;
- 12 mois pour une durée d'affiliation supérieure à 25 ans.

GEORGIE

Néant.

MONTENEGRO

Durée de versement des prestations en espèces :

- 3 mois pour les personnes qui ont cotisé entre 9 mois et 5 ans à l'assurance ;
- 6 mois pour les personnes qui ont cotisé entre 5 et 15 ans ;
- 9 mois pour les personnes qui ont cotisé entre 15 et 25 ans ;
- 12 mois pour les personnes qui ont cotisé entre 25 et 35 ans ;
- jusqu'à ce qu'elles retrouvent un emploi ou jusqu'à ce qu'elles remplissent les conditions d'âge pour liquider leurs droits à une pension de retraite pour les personnes qui ont cotisé plus de 35 ans.

MACEDOINE DU NORD

La durée d'indemnisation dépend de la durée pendant laquelle l'assuré a été salarié et a cotisé.

Par exemple :

- 1 mois pour les personnes qui ont cotisé 9 mois consécutifs à l'assurance chômage ou 12 mois avec des interruptions au cours des 18 derniers mois (durée minimum) ;
- 6 mois pour les personnes qui ont cotisé entre 10 et 12,5 ans ;
- 12 mois pour les personnes qui ont cotisé plus de 25 ans.

Durée illimitée, c'est-à-dire jusqu'à un changement de situation (pension, embauche, etc.) pour les personnes qui ont travaillé plus de 15 ans et qui sont à moins de 18 mois de la date de liquidation de leurs droits à une pension de retraite.

La durée d'indemnisation est étendue à toute la durée de la grossesse pour les femmes enceintes et à toute la durée de la formation pour les personnes qui entreprennent cette démarche.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

1 à 10 ans d'affiliation : 5 mois.
10 à 15 ans d'affiliation : 7 mois.
plus de 15 ans d'affiliation : 9 mois.

FEDERATION DE RUSSIE

Veuillez consulter les données 2021 en anglais pour cette catégorie.

SERBIE

De 3 à 24 mois, en fonction de l'âge et de la durée de cotisation :

- 3 mois pour une durée de cotisation inférieure ou égale à 5 ans ;
- 6 mois pour une durée de cotisation de 5 à 15 ans ;
- 9 mois pour une durée de cotisation de 15 à 25 ans ;
- 12 mois pour une durée de cotisation supérieure à 25 ans ;
- 24 mois si le bénéficiaire est au plus à 2 ans de la retraite.

L'indemnité peut être versée sous forme d'un capital forfaitaire à la demande du bénéficiaire.

TURQUIE

- 180 jours pour les personnes qui ont cotisé au moins 600 jours à l'assurance chômage au cours des trois dernières années.
- 240 jours pour les personnes qui ont cotisé au moins 900 jours à l'assurance chômage au cours des trois dernières années.
- 300 jours pour les personnes qui ont cotisé au moins 1.080 jours à l'assurance chômage au cours des trois dernières années.

UKRAINE

La durée totale de versement d'indemnités de chômage ne peut dépasser 360 jours calendaires sur une période de deux ans. Pour les personnes qui ont l'âge de la préretraite (deux ans avant l'ouverture des droits à pension), la durée d'indemnisation du chômage ne peut dépasser 720 jours calendaires.

(dernière mise à jour 2019)

Sanctions

ALBANIE

Les personnes bénéficiant d'activités illégales ou qui n'ont pas informé les autorités d'un changement de situation doivent rembourser toutes les sommes indûment perçues.

Sanctions administratives (suspension des indemnités et obligation de les rembourser avec intérêts) et pénales (si les droits ont été obtenus sur la base de fausses déclarations). L'indemnité de chômage est suspendue si le bénéficiaire :- exerce une activité salariée ;

- s'installe à son compte ;
- refuse de participer à des programmes de retour à l'emploi, correctement payés et proposés par les bureaux pour l'emploi, pendant toute la durée de ces programmes ;
- refuse, sans raison valable, de participer aux formations et reconversions rémunérées proposées par le bureau pour l'emploi ;
- omet de notifier dans les cinq jours au bureau pour l'emploi dont il relève tout changement de situation familiale qui a un impact sur ses droits à indemnités.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

AZERBAIDJAN

L'indemnité est suspendue pendant 3 mois si l'intéressé refuse deux offres d'emploi acceptables ou omet, sans raison valable, de se présenter pour enregistrement mensuel au service pour l'emploi.

L'indemnité est supprimée si l'assuré :

- fait une fausse déclaration ;
- exerce un emploi salarié sans en informer le service pour l'emploi ;
- refuse de suivre une formation professionnelle.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :

Suspension des prestations et obligation de remboursement ; pas de sanctions pénales.

GEORGIE

Néant.

MONTENEGRO

Suppression des droits aux prestations en espèces et radiation de l'intéressé du fichier des chômeurs. Les chômeurs qui violent les règles fixées par la loi perdent leur droit aux prestations en espèces.

MACEDOINE DU NORD

Sanctions administratives (suspension des indemnités et obligation de les rembourser avec intérêts) et pénales (si les droits ont été obtenus à partir d'informations fausses ou fabriquées).

L'indemnité de chômage est suspendue si le bénéficiaire :

- entreprend une activité économique,
- refuse un emploi ou une formation proposée par l'Agence pour l'emploi,
- ne s'inscrit pas à l'Agence pour l'emploi dans les délais prescrits
- omet de signaler à l'Agence pour l'emploi dans un délai de 8 jours tout changement de situation susceptible de modifier ses droits à indemnités.

De plus, le chômeur sera radié du registre de l'Agence pour l'emploi pendant un an.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Si l'indemnité de chômage a été obtenue illégalement sur la base d'une fausse déclaration ou si le demandeur reprend un emploi sans en informer l'agence pour l'emploi, les sommes indûment perçues sont automatiquement mises en recouvrement.

FEDERATION DE RUSSIE

Suspension ou suppression des indemnités ou réduction de leur montant.

SERBIE

Suspension des prestations, pas de sanctions pénales.

TURQUIE

- Les prestations sont suspendues définitivement lorsque le bénéficiaire refuse sans raison valable une proposition d'emploi adaptée communiquée par l'Agence pour l'emploi, située dans sa commune de résidence et dont le salaire et les conditions de travail sont similaires à ceux de son dernier emploi.

- Le versement des indemnités de chômage est suspendu définitivement s'il apparaît que le bénéficiaire travaille ou qu'il perçoit une pension de retraite d'un organisme de sécurité sociale.

- Les informations et documents des personnes qui refusent sans raison valable de participer à des cours de développement professionnel proposés l'Agence pour l'emploi sont suspendus.

- L'inscription est suspendue lorsque le bénéficiaire interrompt sans raison valable une formation qu'il a acceptée, qu'il ne répond pas aux appels de l'Agence et ne produit pas les informations et documents demandés correspondant à la période d'indemnisation

spécifiée. Le versement des prestations reprend lorsqu'il est mis fin à ces situations. La durée de versement ne peut toutefois pas se prolonger au-delà de la date de fin de la durée pour laquelle les droits ont été ouverts.

UKRAINE

L'indemnité est supprimée en cas de fausse déclaration de la part de l'assuré.

(dernière mise à jour 2019)

Cumul avec d'autres prestations de sécurité sociale

ALBANIE

L'assuré peut bénéficier d'une prestation de chômage et d'une pension d'invalidité partielle.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Peut être cumulée avec les prestations versées aux enfants de familles pauvres.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :

Les prestations familiales peuvent être combinées avec les indemnités de chômage.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Cumul avec d'autres prestations sociales, sauf la pension de vieillesse, la pension d'invalidité ou de survivant et la prestation d'assistance sociale.

MACEDOINE DU NORD

Possibilité de cumul avec l'allocation spéciale pour enfant handicapé, l'allocation pour enfant à charge ou l'allocation d'éducation lorsque les conditions de ressources ouvrant droit à l'allocation pour enfant à charge ou à l'allocation d'éducation sont satisfaites.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pension d'invalidité.

Pension de survivants.

FEDERATION DE RUSSIE

Les personnes victimes de radiations accidentelles et reconnues sans emploi en vertu de la procédure applicable perçoivent une prestation supplémentaire en plus des indemnités de chômage, conformément aux lois de la Fédération de Russie sur la protection sociale des personnes irradiées lors de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, de l'accident de 1957 au complexe de Maïak et du déversement de déchets radioactifs dans la rivière Tetcha.

SERBIE

Cumul avec d'autres prestations de la sécurité sociale autorisé, à l'exception des pensions de vieillesse, d'invalidité et de survivant.

TURQUIE

Néant.

UKRAINE

Les prestations suivantes peuvent être cumulées avec l'indemnité de chômage :

- assistance sociale aux foyers à faibles revenus ;
- assistance sociale aux familles.

(dernière mise à jour 2019)

Cumul avec un revenu professionnel

ALBANIE

La prestation est suspendue au cours de la période où l'intéressé occupe un emploi ou exerce une autre activité économique.

Les prestations d'assurance chômage peuvent être versées même en cas de participation à un programme public national ou local, à la condition que la rémunération perçue dans ce cadre ne soit pas supérieure au salaire mensuel minimum.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Non autorisé.

AZERBAIDJAN

L'indemnité de chômage est suspendue lorsque le bénéficiaire perçoit des revenus d'un emploi salarié ou d'une activité indépendante.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :

Les indemnités de chômage sont suspendues dès que le bénéficiaire commence à travailler. Toute période ultérieure de chômage est traitée indépendamment des précédentes.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Néant.

MACEDOINE DU NORD

Le versement de l'indemnité de chômage prend fin si le bénéficiaire prend un emploi ou s'établit à son compte. Le versement de l'indemnité de chômage est suspendu lorsque le bénéficiaire est embauché dans le secteur public pour une courte durée n'excédant pas 30 jours calendaires ou lorsqu'il prend un emploi.

Lorsque le bénéficiaire d'indemnités de chômage accepte un emploi à temps partiel proposé par l'Agence pour l'emploi, il a droit à 50 % des indemnités de chômage. Il continue à bénéficier des services de l'Agence pour l'emploi pour trouver un emploi à plein temps.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le droit aux indemnités de chômage prend fin dès que le bénéficiaire perçoit un revenu légal (par exemple lorsqu'il retrouve un emploi, prend sa retraite ou crée une entreprise).

FEDERATION DE RUSSIE

Non autorisé.

SERBIE

Pas de cumul.

TURQUIE

Les prestations sont suspendues dès que le chômeur commence à travailler.

UKRAINE

Les indemnités de chômage peuvent être cumulées avec les salaires perçus pour les travaux d'utilité publique.

(dernière mise à jour 2019)

Chômage partiel

Définition

ALBANIE

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

ARMENIE

Pas de dispositions particulières.

AZERBAIDJAN

Pas de dispositions particulières.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :
Pas de dispositions particulières.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Pas de dispositions particulières.

MACEDOINE DU NORD

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pas de dispositions particulières

FEDERATION DE RUSSIE

Pas de dispositions particulières.

SERBIE

Pas de dispositions particulières.

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Pas de dispositions particulières.

(dernière mise à jour 2019)

Conditions

ALBANIE

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

ARMENIE

Pas de dispositions particulières.

AZERBAIDJAN

Pas de dispositions particulières.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :
Pas de dispositions particulières.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Pas de dispositions particulières.

MACEDOINE DU NORD

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pas de dispositions particulières

FEDERATION DE RUSSIE

Pas de dispositions particulières.

SERBIE

Pas de dispositions particulières.

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Pas de dispositions particulières.

(dernière mise à jour 2019)

Taux des prestations

ALBANIE

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

ARMENIE

Pas de dispositions particulières.

AZERBAIDJAN

Pas de dispositions particulières.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :
Pas de dispositions particulières.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Pas de dispositions particulières.

MACEDOINE DU NORD

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pas de dispositions particulières

FEDERATION DE RUSSIE

Pas de dispositions particulières.

SERBIE

Pas de dispositions particulières.

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Pas de dispositions particulières.

(dernière mise à jour 2019)

Sanctions

ALBANIE

Voir « Sanctions ».

ARMENIE

Pas de dispositions particulières.

AZERBAIDJAN

Pas de dispositions particulières.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :
Pas de dispositions particulières.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Pas de dispositions particulières.

MACEDOINE DU NORD

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pas de dispositions particulières

FEDERATION DE RUSSIE

Pas de dispositions particulières.

SERBIE

Pas de dispositions particulières.

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Pas de dispositions particulières.

(dernière mise à jour 2019)

Cumul avec d'autres prestations de la sécurité sociale

ALBANIE

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

ARMENIE

Pas de dispositions particulières.

AZERBAIDJAN

Pas de dispositions particulières.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :
Pas de dispositions particulières.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Pas de dispositions particulières.

MACEDOINE DU NORD

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pas de dispositions particulières

FEDERATION DE RUSSIE

Pas de dispositions particulières.

SERBIE

Pas de dispositions particulières.

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Pas de dispositions particulières.

(dernière mise à jour 2019)

Cumul avec un revenu professionnel

ALBANIE

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

ARMENIE

Pas de dispositions particulières.

AZERBAIDJAN

Pas de dispositions particulières.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :
Pas de dispositions particulières.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Pas de dispositions particulières.

MACEDOINE DU NORD

Voir ci-dessus « Cumul avec les revenus du travail ».

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pas de dispositions particulières

FEDERATION DE RUSSIE

Pas de dispositions particulières.

SERBIE

Pas de dispositions particulières.

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Pas de dispositions particulières.

(dernière mise à jour 2019)

Indemnisation des chômeurs âgés

Mesures

ALBANIE

Pas de dispositions particulières.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Introduction de quotas pour l'embauche de personnes âgées.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH :
Pas de dispositions particulières.

District de Brčko :
Pas de dispositions particulières.

Republika Srpska :
Projet SESP : projet du gouvernement en faveur de l'emploi des personnes de plus de 40 ans.
Assurance pension pendant un maximum de trois ans si les droits à pension peuvent être liquidés pendant cette période.

Programme du gouvernement pour l'emploi et l'emploi indépendant des catégories visées en 2020 : répartition égale des moyens pour tous les groupes d'âge de 15 à 65 ans.
Programme du gouvernement pour l'emploi et l'emploi indépendant des catégories visées en 2021 : personnes de plus de 40 ans (incitation financière spéciale pour l'emploi de personnes de plus de 40 ans, cette incitation étant majorée pour l'emploi de personnes de plus de 50 ans).

En vertu de l'arrêté du gouvernement de la Republika Srpska portant adoption du Plan d'action pour l'emploi pour 2020 et 2021, les Programmes pour l'emploi sont mis en œuvre par le Service pour l'Emploi.

Les conditions des Programmes pour l'emploi sont exposées en détail sur le site internet du Service pour l'emploi de la Republika Srpska.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Durée prolongée d'indemnisation en fonction de la durée de cotisation, jusqu'à ce que l'intéressé retrouve un emploi.

Aide pour les employeurs qui embauchent certaines catégories de chômeurs.

MACEDOINE DU NORD

Durée de versement prolongée : jusqu'à ce que l'intéressé trouve un nouvel emploi ou qu'il remplisse les conditions d'ouverture des droits à la pension de vieillesse.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pas de dispositions particulières

FEDERATION DE RUSSIE

Prolongation de la durée des prestations de chômage
Retraite anticipée

SERBIE

Prolongation du versement de l'indemnité (jusqu'à 24 mois) en fonction de l'âge et de la durée de cotisation.

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Conditions

ALBANIE

Pas de dispositions particulières.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Ces quotas s'appliquent aux personnes qui sont à deux ans de la retraite ; ils doivent correspondre à la situation du marché de l'emploi et ne dépassent pas 5% du nombre moyen de salariés. Les employeurs sont passibles de sanctions financières s'ils ne respectent pas ces quotas.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH :

Pas de dispositions particulières.

District de Brčko :

Pas de dispositions particulières.

Republika Srpska :

- avoir plus de 40 ans.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Les personnes qui ont cotisé plus de 35 ans perçoivent les indemnités de chômage en espèces jusqu'à ce qu'elles retrouvent un emploi ou jusqu'à ce qu'elles remplissent les conditions d'âge pour liquider leurs droits à une pension de retraite.

MACEDOINE DU NORD

Avoir cotisé au moins 15 ans et être à 18 mois au plus de l'ouverture des droits à la pension de retraite.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pas de dispositions particulières

FEDERATION DE RUSSIE

Veuillez consulter les données 2021 en anglais pour cette catégorie.

SERBIE

Voir « Chômage total ».

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Taux des prestations

ALBANIE

Pas de dispositions particulières.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Sans objet.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH et District de Brčko :

- Pas de dispositions particulières.

Republika Srpska :

- Aide financière aux employeurs qui embauchent des personnes de plus de 40 ans, aux chômeurs qui créent leur petite entreprise et pour ceux qui suivent une formation professionnelle.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

120 % de la valeur calculée du coefficient fixé par la Loi relative aux traitements des agents du secteur public.

MACEDOINE DU NORD

Voir ci-dessus « Chômage total : Prestations - Montant des prestations ».

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pas de dispositions particulières

FEDERATION DE RUSSIE

Chômage total - tax des prestations.

Les personnes qui ont droit à une pension sur proposition d'une agence pour l'emploi perçoivent une pension calculée conformément à la législation relative aux pensions (voir Tableau VI « Vieillesse »). Cette pension est versée par la Caisse de pensions de la Fédération de Russie, qui est ensuite remboursée par le budget fédéral.

SERBIE

Voir « Chômage total ».

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Même modalités que pour les chômeurs ordinaires.

(dernière mise à jour 2019)

Cumul

ALBANIE

Pas de dispositions particulières.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Non autorisé.

AZERBAIDJAN

Sans objet.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH, Republika Srpska et District de Brčko :
Pas de dispositions particulières.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Voir Tableau IX « Prestations familiales ».

MACEDOINE DU NORD

Néant.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Pas de dispositions particulières

FEDERATION DE RUSSIE

Néant.

SERBIE

Voir « Chômage total ».

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Les prestations suivantes peuvent être cumulées avec l'indemnité de chômage :

- assistance sociale aux foyers à faibles revenus ;
- assistance sociale aux familles ;
- salaires perçus pour des travaux d'utilité publique.

(dernière mise à jour 2019)

Revalorisation

ALBANIE

Revalorisation correspondant au taux d'augmentation des dépenses de subsistance au cours de l'année précédente, sur décision du Conseil des ministres.

Le montant de la prestation doit être suffisant pour assurer un niveau de vie minimum.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Revalorisation périodique en fonction de l'évolution de l'indice des prix.

BOSNIE-HERZEGOVINE

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

La valeur calculée, en montant brut, du coefficient est déterminée par le Gouvernement au plus tard en décembre de l'année en cours pour l'année suivante.

En 2021, la valeur calculée du coefficient est d'au moins 90 EUR en montant mensuel brut.

MACEDOINE DU NORD

Revalorisation en fonction de l'augmentation du prix des biens de première nécessité (applicable en particulier dans les cas où les indemnités de chômage sont versées pendant plus de 12 mois).

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Revalorisation au 1er janvier en fonction de l'augmentation du salaire national moyen au cours de l'année précédente (en cas de mesures actives en faveur du marché du travail).

FEDERATION DE RUSSIE

Néant.

SERBIE

La base d'indemnité journalière ainsi que les indemnités minimum et maximum sont revalorisées annuellement en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au cours de l'année précédente. Les montants revalorisés s'appliquent à compter du mois de février de l'année concernée.

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Indexation sur l'indice des prix.

(dernière mise à jour 2019)

Imposition et cotisations sociales

Imposition des prestations en espèces

ALBANIE

Prestations non imposables.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Non imposable.

AZERBAIDJAN

Non imposable.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH et Republika Srpska :
- Non imposables.

District de Brčko :
- Imposables.

GEORGIE

Pas de dispositions particulières.

MONTENEGRO

Prestations non imposables.

MACEDOINE DU NORD

Prestations non imposables.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Néant.

FEDERATION DE RUSSIE

Non imposables.

SERBIE

Non imposable.

TURQUIE

Les prestations de l'assurance chômage ne sont pas imposables et ne peuvent faire l'objet d'aucune retenue en dehors du droit de timbre.

UKRAINE

Les indemnités de chômage ne sont pas imposables.

(dernière mise à jour 2019)

Plafond d'exonération ou de réduction d'impôts

ALBANIE

Non applicable.

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Sans objet.

AZERBAIDJAN

Sans objet.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH :

- Non applicable.

Republika Srpska :

- Abattement fiscal annuel de 900 BAM par membre de la famille à charge.

- Abattement en cas d'assurance pension volontaire.

Intérêts d'emprunt pour l'acquisition d'un logement.

District de Brčko :

- Abattement fiscal de 240,00 BAM + 50,00 BAM (dépenses de subsistance), auquel s'ajoute un abattement supplémentaire de 120,00 BAM pour chaque membre de la famille à charge. Après déduction de ces abattements, le revenu individuel est imposé à hauteur de 10%.

GEORGIE

Non applicable.

MONTENEGRO

Non applicable.

MACEDOINE DU NORD

Néant.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Sans objet.

FEDERATION DE RUSSIE

Sans objet.

SERBIE

Sans objet.

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Sans objet.

(dernière mise à jour 2019)

Cotisations sociales sur les prestations

ALBANIE

Néant

(dernière mise à jour 2019)

ARMENIE

Néant.

AZERBAIDJAN

Néant.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Fédération de BH et Republika Srpska :
- Néant.

District de Brčko :
- Cotisations identiques à celles prélevées sur les salaires.

GEORGIE

Néant.

MONTENEGRO

Les cotisations à l'assurance maladie et à l'assurance pension et invalidité sont intégrées dans le calcul du montant brut des prestations en espèces.

MACEDOINE DU NORD

L'Agence pour l'emploi prend en charge les cotisations à l'assurance maladie des bénéficiaires d'indemnités de chômage pendant la durée de versement de ces indemnités.

L'Agence pour l'emploi prend en charge l'assurance pension et invalidité pour les bénéficiaires d'indemnités de chômage qui ont travaillé moins de 15 ans et qui sont à moins de 18 mois de l'âge de la retraite. Les cotisations à l'assurance pension sont payées jusqu'à ce que les annuités du bénéficiaire atteignent les 15 ans exigés.

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Les cotisations versées par les employeurs et les salariés du secteur public au budget de l'assurance sociale publique sont de 29%.
Les cotisations versées par les employeurs et les salariés du secteur privé au budget de l'assurance sociale publique sont de 24%.

FEDERATION DE RUSSIE

Néant.

SERBIE

Les cotisations à l'assurance maladie, pension et invalidité sont calculées sur le montant de l'indemnité nette. Elles sont entièrement payées par le Service national pour l'emploi.

TURQUIE

Non applicable.

UKRAINE

Néant.

(dernière mise à jour de l'Ukraine 2019)